

Le fascisme français?

Le dernier livre publié par Bernard-Henri Lévy fait scandale (1). L'auteur a choisi d'étudier les idées qui furent celles du maréchal Pétain pendant l'Occupation nazie entre 1940 et 1943. C'est une sorte de doctrine fasciste, s'écrie-t-il ! La mode intellectuelle s'est tournée, alors, vers le retour officiel à la terre et à la race, à la famille et à l'agriculture, à la glorification de toutes les communautés naturelles qui permettent de rejeter : les étrangers et les juifs, notamment. Cette théorie fasciste aurait eu l'accord du parti communiste, alors allié de Hitler. Elle aurait entraîné l'approbation partielle, mais certaine, d'écrivains comme Mounier et Beuve-Méry. Toute la France, ou presque, aurait été naturellement contaminée parce que — et c'est la deuxième partie de cette analyse — il existe un fascisme français latent qui remonte à Proudhon, à Péguy, à Valois, à Maurras, à Sorel, à beaucoup d'autres.

Bernard-Henri Lévy a eu raison d'aborder ce sujet d'une actualité indiscutable. Il a eu tort de le traiter dans l'absolu de la passion et de se livrer à beaucoup d'amalgames. Les textes de Mounier et d'« Esprit » cités par lui sont tronqués et détachés de leur contexte qui, dans le cas présent, est essentiel. Quant à l'expérience faite à Uriage, elle s'est terminée par l'entrée collective des dirigeants dans la résistance armée. Il est injuste de prétendre que Mounier et Beuve-Méry ont été si peu que ce soit des fascistes ou des collaborateurs !

Nous avons publié à « Temps Présent », pendant la première période de l'Occupation, une longue analyse de « Mein Kampf » écrite par Mounier en signe de dénonciation du nazisme. Je connais Beuve-Méry depuis l'époque où nous prenions parti ensemble dans la revue « Politique » contre l'attitude officielle de la France en Europe qui constituait une démission honteuse devant les menaces et les coups de bélier portés par Hitler contre le traité de Versailles. Il est facile mais il est dangereux d'écrire l'Histoire de cette époque avec quarante ans de recul, d'en dénoncer les idées et les hommes en les dé-

tachant de leurs racines ! Il n'est pas permis d'agir ainsi ! Ce fut une terrible et complexe histoire que nous avons vécue, nous aussi, et dont nous gardons un souvenir brûlant.

La France de ce temps-là s'était écroulée au premier choc comme si elle était en pleine décadence et comme si la démocratie était un régime pourri et impuissant. Qu'allions-nous tenter ? Qu'allions-nous devenir ? Je me souviens de ce temps-là et je comprends, combien il était difficile de répondre aux questions qui nous assaillaient.

Partir pour Londres, c'était

EN TOUTE LIBERTÉ



par Georges
HOURDIN

abandonner les Français à leurs malheurs. J'étais malade et chargé de famille. Ma femme attendait son cinquième enfant. Je décidai de rester. Il fallait, alors, choisir un domicile et nous fûmes nombreux à choisir de rester en zone occupée, par protestation contre le gouvernement d'opérette qui siégeait à Vichy. La réalité de la zone occupée nous semblait la seule valable, celle qu'il fallait à tout prix affronter et qui se traduisait par les drapeaux à croix gammée sur les édifices, par la relève de la garde, à midi, aux Champs-Élysées, par l'apparition, après, de l'étoile jaune sur certaines poitrines. Nos amis juifs, qui savaient ce qui les attendait, s'égaillèrent dans la nature.

Ceci dit, l'espoir restait dans nos cœurs. Nous savions que la guerre n'était pas finie mais il

nous fallait vivre et faire vivre. Je cessai, quant à moi, d'être journaliste. Une partie de l'économie travaillait pour l'Allemagne.

J'acceptai le poste de secrétaire général pour les Associations familiales. Certes, je traitais avec le Commissariat à la famille et je recevais des subventions. En contrepartie, nous distribuions des vivres aux familles de la zone occupée. L'une d'entre nous avait un appartement avec une chambre de bonne qui donnait sur les toits et que les aviateurs alliés tombés en Belgique ou en Hollande, occupaient avant de repartir vers la frontière espagnole. Je suis allé très loin en ce qui concerne la lutte idéologique pour la renaissance de la famille et de la natalité mais je ne suis pas mécontent des résultats que nous avons obtenus et qui durent encore.

Je sais bien que c'est à propos de cela que M. Bernard-Henri Lévy va me foudroyer. J'ai douté de la forme qu'avait prise, chez nous, la démocratie parlementaire et individualiste. J'ai voulu des familles fortes et fécondes. J'ai cru, je crois encore, aux communautés naturelles. Je crois que les hommes sont égaux, d'abord, et différents ensuite. Je crois qu'il ne faut pas confondre le libéralisme et la démocratie.

Bernard-Henri Lévy n'a pas vécu, comme beaucoup d'entre nous la double tradition française à travers des parents qui appartenaient, l'un et l'autre, à des idéologies différentes. Il existe une France laïque et une France chrétienne. J'ai usé ma vie à essayer de réconcilier ces deux France historiques.

Pour comprendre Péguy et Proudhon qui ne furent point fascistes, il faut comprendre cette rupture et avoir vécu cette double tradition. C'est une réalité historique dont Bernard-Henri Lévy ne tient pas compte, alors qu'il aborde un sujet qui en est tout imprégné.

Ceci dit, je suis d'accord avec lui pour lutter sans réserve contre la « nouvelle droite » et tous les racismes. Le travail ne manquera pas !

G.H., le 9 février 1981

(1) « L'idéologie française », éditions B. Grasset, 59 F env.